

# Pétrole et inflation: répercussions sur la Suisse d'un choc planétaire

**CONJONCTURE.** En Suisse, la croissance serait touchée en raison de la large ouverture du pays sur l'économie mondiale. Elle devrait se situer autour de 0,6%.



**Patrice Gautry**  
Chef économiste, UBP

L'économie mondiale se trouve une nouvelle fois confrontée à un choc pétrolier et à une crise géopolitique majeure. Le conflit au Moyen-Orient s'installe et les tensions s'accumulent sur le prix du pétrole, dont les cours affectent directement le consommateur. Si la force du franc est censée protéger le pays contre l'inflation importée, la Suisse pourrait néanmoins assister à un retour de l'inflation.

La remontée des prix spot (au jour le jour) du pétrole a entraîné une hausse de ceux à la pompe, y compris aux Etats-Unis. Ainsi, il faut s'attendre à une accélération du renchérissement de l'ordre de 1 point de pourcentage au deuxième trimestre, ce qui porterait l'inflation mondiale au-dessus des 3,5% ces prochains trimestres. Cependant, les importateurs d'énergie comme l'Europe, le Japon

et certains pays asiatiques sont encore plus exposés que les Etats-Unis à la résurgence de l'inflation. Un rebond est attendu ces prochains mois au-dessus de 3,0% en zone euro, et autour de 4% aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Alors que la force du franc atténue les hausses de prix importés, le renchérissement en Suisse pourrait toutefois revenir vers 1% en fin d'année.

*Les banques centrales, qui ont gardé en mémoire le choc de 2022, chercheront sans doute à éviter tout excès des anticipations.*

A court terme, le choc inflationniste devrait l'emporter sur la perte de croissance liée au conflit, laquelle devrait



**Prix.** La remontée des prix spot (au jour le jour) du pétrole a entraîné une hausse de ceux à la pompe, y compris aux Etats-Unis.

se matérialiser de manière plus progressive, avec une répartition inégale entre les pays. La croissance mondiale

reviendrait autour de 2,7%, avec une progression limitée à 1,9% aux Etats-Unis et à 4,5% en Chine, mais presque

stagnante en Europe (0,1%) et au Japon (0,7%). En Suisse, la croissance serait également touchée en raison de la large

ouverture du pays sur l'économie mondiale, et devrait se situer autour de 0,6%.

Les banques centrales, qui ont gardé en mémoire le choc de 2022, chercheront sans doute à éviter tout excès des anticipations. D'ailleurs, leur communication s'est récemment durcie, malgré des taux directeurs inchangés. Dans ce contexte, les marchés monétaires tablent désormais sur des hausses de taux en 2026.

Si les risques de dérapage durable de l'inflation semblent plus faibles qu'il y a quatre ans, les conditions financières se sont déjà dégradées. Mais les objectifs risquent d'être largement dépassés au deuxième trimestre, alimentant la probabilité d'un resserrement monétaire en Europe.

En Suisse, la Banque nationale (BNS) devrait maintenir son taux directeur à 0%, mais elle pourrait aussi intervenir ponctuellement sur le marché des devises pour limiter l'appréciation du franc. ■

keystone

# POINT FORT

## Cinq start-up helvétiques mises à l'honneur par l'écosystème entrepreneurial

**PRIX STRATEGIS.** La distinction récompense chaque année la meilleure jeune pousse suisse. Découvrez les cinq finalistes du prix doté de 40.000 francs.

### Jérôme Ducret

Doté de 40.000 francs, le prix Strategis récompense depuis 1993 la meilleure start-up suisse, lui offrant de surcroît une forte visibilité médiatique et l'opportunité de présenter son projet à un jury composé de figures influentes de l'écosystème entrepreneurial suisse. Parmi les lauréats passés figurent notamment le pionnier de la vente en

ligne LeShop.ch, la plateforme de recrutement Jobup.ch ou encore Corintis (solutions de refroidissement des puces électroniques).

Ce concours est mis sur pied par l'association estudiantine Espace Entreprise HEC, qui est implantée à l'Université de Lausanne (Unil). L'examen des entreprises candidates est réalisé notamment par des étudiants inscrits au cours de lancement et de développement de start-

up, proposé par la faculté des hautes études commerciales (HEC) de l'Unil. Cette expérience fait office de travaux pratiques.

Vous trouverez ci-après les cinq finalistes de l'édition 2026, dans l'ordre alphabétique. Partenaire de l'opération, L'Agefi remettra un prix du public à l'issue de la finale. Les distinctions seront remises jeudi 30 avril à Paudex (VD), dans les locaux du Centre patronal. ■

### PRIXSTRATEGIS



#### Prix du public

Toutes les informations et les détails de la cérémonie et des prix remis en scannant ce code QR.

### CRIA TECHNOLOGIES

## Le transport de vaccins à basse température

Créée par trois ingénieurs et un physicien, tous d'origine italienne, Cria Technologies utilise l'expertise des technologies du vide acquise par certains de ses fondateurs notamment au Cern pour lancer un



nouveau conteneur de transport d'échantillons biologiques devant rester réfrigérés durant leur déplacement. Entretien avec l'un des quatre fondateurs de la start-up genevoise, **Andrea Festa**.

#### ■ Quelle innovation apportez-vous sur le marché?

Nous proposons une solution de transport sous vide couvrant une plage de températures de +8 à -196 °C, plus de dix fois plus efficace – car plus compacte, plus légère et donc moins coûteuse – que les solutions actuelles. Cela permet de concevoir des contenants capables de maintenir la température plus longtemps, ou beaucoup plus petits grâce à une meilleure isolation. Nous avons développé le premier conteneur cryogénique transportable en cabine d'avion, comme bagage à main. Les applications incluent le transport de vaccins, d'échantillons biologiques et de semences. Un premier produit a déjà dépassé le stade de prototype.

#### ■ Quel est votre modèle d'affaires?

Nous faisons appel à des financements externes, sous forme à la fois d'investissements et de subventions. Le projet a été incubé à Genève grâce

à la Fondation genevoise pour l'innovation technologique (Fongit). Nous avons obtenu un financement d'environ 1 million de francs et réuni une équipe d'une petite dizaine de personnes dédiée au projet. Notre siège genevois abrite notamment le management et la R&D alors que la production est répartie entre le canton de Genève et Naples.

#### ■ Quelles seront vos prochaines étapes?

Nous devons identifier nos premiers clients-partenaires, prêts à contribuer au développement de ce produit et des suivants, et à accompagner leur passage vers une production industrielle à plus grande échelle. A terme, nous envisageons également de transférer ou céder la technologie à un acteur industriel. Nous sommes en mesure de produire de petites séries, de l'ordre de 1000 unités par an, mais pas 10.000 ou plus, et ce n'est pas non plus notre objectif principal. Nous passerons ensuite à une nouvelle idée, une innovation. ■

#### Portrait

**Nom** Cria Technologies

**Année de fondation** 2025

**Fondateurs** Andrea Festa, Giancarlo Mattiello, Vittorio Palmeri et Francesco Di Giamberardino

**Lieu** Plan-les-Ouates et Naples



**Réfrigération.** Cria Technologies utilise l'expertise des technologies du vide acquise par certains de ses fondateurs pour lancer un nouveau conteneur de transport d'échantillons biologiques devant rester réfrigérés.

### IRMOS

## IA et capteurs pour repérer les ponts risquant de s'effondrer

Créée par deux ingénieurs, la société Irmos fait le lien entre un travail de recherche en génie civil et la nécessité de surveiller les ponts routiers et ferroviaires, en Suisse, en Europe et ailleurs dans le monde, afin d'éviter qu'ils ne s'effondrent.



Entretien avec **Samuel Ward**, responsable Business Development de la start-up zurichoise.

#### ■ Quelle innovation apportez-vous sur le marché?

Irmos propose un nouveau système de monitoring des structures des ponts routiers et ferroviaires qui complète l'examen visuel fait par des ingénieurs, dans le but de fournir aux clients des diagnostics précis sur les besoins en entretien et les priorités à mettre pour les travaux en fonction du budget à disposition. L'inspection visuelle prend beaucoup de temps, elle n'est pas utilisable à grande échelle de manière rapide et ne suffit souvent pas à savoir quand ou dans combien de temps un pont risque réellement de s'effondrer.

Le système d'Irmos repose sur des capteurs analysant les vibrations et sur une analyse automatisée boostée par l'intelligence artificielle.

#### ■ Quel est votre modèle d'affaires?

Nous sommes un spin-off de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ). Notre service est double: nous vendons nos capteurs et nous

ajoutons un abonnement pour avoir accès aux données collectées et surtout à leur analyse. Les clients profitent ainsi des mises à jour et du développement continu de la technologie. Nous comptons déjà des clients comme l'Office fédéral des routes (Ofrou), en Suisse, ou Die Autobahn (en Allemagne), mais aussi d'autres en Grèce et aux Etats-Unis, et occupons 15 collaborateurs. Nous avons aussi fait appel à des levées de fonds, bien sûr.

#### ■ Quelles seront vos prochaines étapes?

Nous visons une croissance progressive, en monétisant notre solution pour pouvoir agrandir le cercle de la clientèle et raffiner le produit, en restant pour l'instant uniquement à Zurich.

Des développements sont attendus sur les marchés européens, notamment ceux des pays voisins. Il n'est pas exclu d'ouvrir des bureaux pour bénéficier de contacts plus directs dans ces pays. ■

#### Portrait

**Nom** Irmos

**Année de fondation** 2023

**Fondateurs** Panagiotis Martakis et Yves Reuland

**Lieu** Zurich



**Surveillance.** Irmos propose un nouveau système de surveillance des structures des ponts routiers et ferroviaires – la jeune pousse zurichoise collabore notamment avec la Port Authority de New York.

## ISOSPEC ANALYTICS

## Accélération de la mise au point des médicaments

Sortie d'un laboratoire de l'EPFL, Isospec Analytics a pour ambition d'ouvrir de nouvelles voies au diagnostic médical et au développement de principes thérapeutiques.



La jeune pousse souhaite améliorer la précision des analyses afin de mieux faire correspondre les médicaments aux patients. Entretien avec le CEO **Ahmed Ben Faleh**.

#### ■ Quelle innovation apportez-vous sur le marché?

Isospec Analytics combine la spectrométrie de masse par infrarouge et la cryogénie avec l'analyse de données à l'aide de l'intelligence artificielle (IA). Son but, fournir un nouvel outil d'analyse et d'identification de molécules dans des échantillons biologiques, typiquement le sang. Sur 15.000 à 20.000 molécules différentes dans ce type d'échantillons, aujourd'hui seuls 5% sont effectivement identifiées alors que la composition

des 95% restants est inconnue. Notre méthode permet d'identifier beaucoup plus de molécules, beaucoup plus rapidement. Il y a des débouchés prometteurs dans l'analyse-diagnostic et dans le développement de nouveaux médicaments. Les pathologies présentant les mêmes symptômes peuvent avoir des causes et des typologies différentes selon les patients. Une même substance thérapeutique peut avoir des effets très différents selon les personnes. La médecine actuelle procède par tâtonnement, en ajustant la dose et le type de médicament. L'outil d'Isospec Analytics, appelé CIRIS, permet d'accélérer les processus et de prédire, pour des groupes de patients, quelles variantes des principes thérapeutiques peuvent être les plus efficaces. Nous pouvons faire état de huit clients, en Europe, au Japon et aux Etats-Unis, de 18 projets menés à terme et de 20 nouvelles molécules découvertes.

■ **Quel est votre modèle d'affaires?**  
Nous nous appuyons sur des levées de fonds et des soutiens à l'innovation

(Founderful et VentureKick, notamment), ainsi que sur des contrats avec d'autres entreprises et avec des entités publiques. Nous devons développer avec certains de ces clients nos connaissances des effets des molécules découvertes sur la biologie des patients concernés. Nous avons déjà une collaboration avec le Chuv et sommes en contact avec quelques entreprises du domaine de la pharma, dont nous ne pouvons pas révéler le nom. Nous allons soit développer notre propre service de diagnostic, soit le vendre sous licence à des pharma et

biotech. Nous employons actuellement une petite dizaine de personnes.

■ **Quelles seront vos prochaines étapes?**  
Nous voulons décrocher nos premiers

gros contrats d'ici au second semestre 2027. Nous ne prévoyons pas de levée de série A auprès de fonds de capital-risque avant 2028, pour passer à l'échelle industrielle. Notre objectif est de devenir l'un des leaders sur ce marché. ■

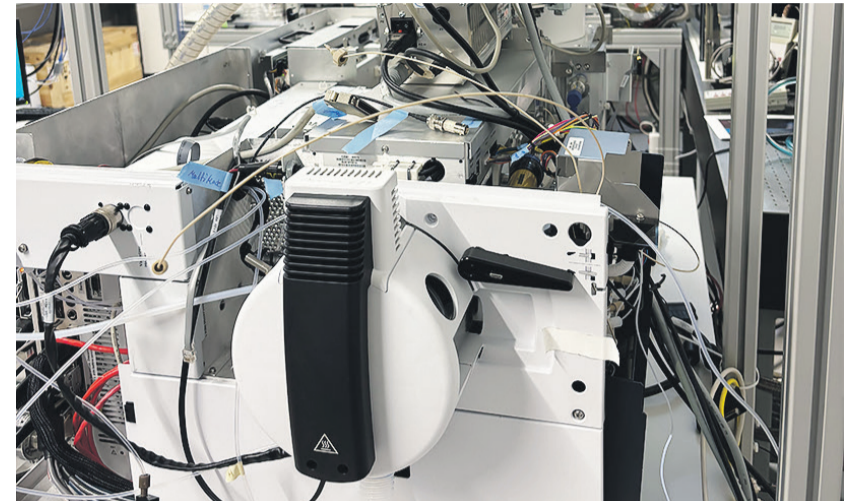
#### Portrait

**Nom** Isospec Analytics

**Année de fondation** 2022

**Fondateurs** Ahmed Ben Faleh, Stephan Warnke et Thomas Rizzo

**Lieu** Renens



**Analyse.** La technologie mise en œuvre par Isospec combine la spectrométrie de masse par infrarouge et la cryogénie avec l'analyse de données à l'aide de l'IA.

## NEOLOGY

## De l'électricité là où elle est demandée, grâce à de l'ammoniac

Neology mise sur une technologie efficace de transport et de stockage de l'énergie avant sa conversion en hydrogène. Cette start-up vaudoise a été créée par un ingénieur qui a travaillé



chez Toyota et un spécialiste de la gestion de fortune, tous deux passés par l'IMD. Entretien avec le CEO **Aris Maroonian**.

#### ■ Quelle innovation apportez-vous sur le marché?

Nous nous situons dans le domaine de l'énergie. Notre innovation consiste à utiliser l'ammoniac comme vecteur de stockage et de transport de l'hydrogène, afin de produire de l'électricité de manière décentralisée, notamment dans des zones où le réseau est peu disponible, en remplacement de générateurs diesel. L'ammoniac présente à cet égard des avantages significatifs: il est plus facile à stocker et à transporter, offre

une densité énergétique volumique plus élevée que l'hydrogène comprimé et bénéficie d'infrastructures existantes à l'échelle mondiale. Neology développe une technologie de craquage de l'ammoniac permettant de produire de l'hydrogène directement sur site, qui est ensuite converti en électricité. Ce procédé repose sur une catalyse avancée et s'effectue à une température réduite par rapport aux solutions conventionnelles, améliorant ainsi l'efficacité énergétique du système.

■ **Quel est votre modèle d'affaires?**

Il s'agit d'un projet industriel à long terme, amorcé grâce à des financements publics et privés, ainsi qu'avec une première levée de fonds récente. Neology collabore déjà avec plusieurs clients pilotes qui contribuent au développement et à la validation de notre solution, dont l'entreprise Multigas à Domdidier, un acteur clé de la distribution d'ammoniac en Suisse. Nous mettons sur pied un modèle flexible combinant vente

d'équipement, location et, à terme, des offres de type «energy-as-a-service». Nous ciblons un marché international, incluant des acteurs industriels et des collectivités publiques, avec de premières activités notamment aux Etats-Unis. Nous occupons un peu moins de dix personnes.

■ **Quelles seront vos prochaines étapes?**

Nous devons sécuriser de nouveaux clients, signer des contrats de plus

grande envergure et accélérer l'industrialisation de notre solution. Initialement positionnée comme une technologie de transition énergétique, l'offre de Neology est aujourd'hui également mise

en avant comme une solution permettant d'améliorer la compétitivité économique et la sécurité énergétique, en réduisant les coûts liés au transport et au stockage de l'énergie. ■

#### Portrait

**Nom** Neology SA

**Année de fondation** 2023

**Fondateurs** Aris Maroonian et Ruben Feldman

**Lieu** Lutry, laboratoire à Renens



**Energie.** Neology a mis au point une méthode pour convertir l'ammoniac en hydrogène, ce dernier élément pouvant à son tour être utilisé pour produire de l'électricité.

## VIRTUOSIS

## Détecter Parkinson ou Alzheimer en écoutant votre voix

Basée sur le travail de thèse à l'EPFL de sa cofondatrice, la société Virtuosis ambitionne de développer une médecine qui utilise l'analyse de la voix et l'intelligence artificielle (IA) pour détecter des pathologies. Entretien avec les cofondatrices **Lara Gervaise et Edoardo Giudice**.

#### ■ Quelle innovation apportez-vous sur le marché?

Virtuosis propose une analyse de la voix humaine, à partir d'un enregistrement audio de 30 secondes, dans le but de détecter jusqu'à 25 états de santé au niveau mental, cognitif, respiratoire et cardio-métabolique, indépendamment de la langue, de l'accent, de l'âge, etc. Ces états peuvent correspondre à des pathologies comme la dépression, Parkinson, Alzheimer ou le diabète de type II. L'analyse est pilotée par l'IA et son efficacité clinique a pu être démontrée dans plusieurs études. Dans le cas du Parkinson, il est à noter que cette méthode est à

même de détecter la présence de la maladie bien avant que les tremblements apparaissent. L'innovation réside non seulement dans la performance algorithmique mais aussi dans le format de test rapide, non invasif, peu coûteux et réalisable à distance. La société a beaucoup fait parler d'elle lorsqu'elle a décroché une collaboration avec Microsoft, son système ayant été intégré à Teams en tant que service additionnel, pour analyser la santé au travail et détecter par exemple, un début de burn-out.

■ **Quel est votre modèle d'affaires?**

Nous sommes un spin-off de l'EPFL et le modèle choisi est celui de l'analyse vocale via une API intégrée chez des partenaires ou en test gratuit sur app. virtuosis.ai. Et plus précisément, Virtuosis collabore avec des acteurs disposant déjà d'un point de contact avec des utilisateurs individuels ou des patients. Parmi ces partenaires, on peut citer les

HUG, l'hôpital Monfort au Canada, Allianz ou Europ Assistance. Notre société occupe 15 personnes.

■ **Quelles seront vos prochaines étapes?**

L'accélération commerciale et le déploiement auprès d'un nombre croissant de clients, en Suisse comme à l'étranger. Il s'agit aussi d'élargir la vali-

dation clinique, les intégrations produit et la robustesse réglementaire. Virtuosis doit continuer à investir en R&D afin no-

tamment de couvrir un nombre croissant d'états de santé et de rester à la pointe de la technologie. ■

#### Portrait

**Nom** Virtuosis

**Année de fondation** 2022

**Fondateurs** Lara Gervaise et Edoardo Giudice

**Lieu** Quartier de l'Innovation de l'EPFL, à Eculens



**Détection.** Virtuosis, cofondée par Edoardo Giudice et Lara Gervaise, a développé une analyse vocale pilotée par l'IA qui permet de détecter certaines maladies humaines.

# Ethos s'inquiète de la gestion des risques dans le secteur bancaire

**RÉMUNÉRATIONS** Les bonus des patrons des établissements UBS, EFG et Julius Baer ont représenté jusqu'à 4,8 fois leur salaire de base, dépassant largement les plafonds recommandés par la fondation Ethos

LASSILA KARUTA, ZURICH

En 2025, les rémunérations des dirigeants des plus grandes banques cotées en Suisse, sans tenir compte des établissements cantonaux, ont atteint de nouveaux sommets, a alerté hier la fondation Ethos. L'organe regroupant des caisses de pension cherchant à promouvoir un investissement responsable pointe notamment du doigt les émoluments accordés aux patrons des banques UBS, Julius Baer et EFG International. Soit respectivement 14,9 millions de francs pour Sergio Ermotti; 23,1 millions pour Stefan Bollinger et 9,6 millions de francs pour Giorgio Pradelli. Dans un article publié le mois dernier, *Le Temps* s'était également penché sur ces trois cas.

«Ces niveaux dépassent largement les limites fixées par les lignes directrices de vote de la fondation Ethos», fait remarquer cette dernière dans un communiqué. Les rétributions des chefs de ces institutions financières ont été portées par la partie variable qui représente jusqu'à 4,8 fois le salaire de base. Or l'institut genevois estime que les bonus ne devraient pas dépasser le triple du paiement de base des directeurs généraux et le double de celui des autres membres de la direction générale.

«Ces plafonds ne sont pas choisis au hasard, souligne Vincent Kaufmann, directeur de la fondation Ethos. Ils visent à éviter que le management ne prenne des risques excessifs, voire inconsidérés, comme ce fut le cas lors de la crise financière de 2008 ou lors de l'effondrement récent de Credit Suisse.»

## Débats sur la régulation bancaire

Ethos a en outre comparé la rémunération du directeur général d'UBS, Sergio Ermotti, à celle de 15 patrons de grandes sociétés financières européennes. De cette analyse, il ressort que le salaire de base du Tessinois est supérieur de 150% à la médiane, et son émoluments total dépasse de 147% la médiane.

Le chef d'UBS, qui a repris les rênes de la banque en 2023 et dont le premier plan de rémunération variable à long terme n'est par conséquent pas encore arrivé à échéance, a reçu un bonus équivalent à 4,8 fois son

salaire de base de 2,5 millions de francs en 2025. Et au total il a gagné 14,9 millions.

Malgré ce montant élevé, il est fort probable que les débats sur les fonds propres d'UBS, à la suite de la disparition de Credit Suisse en 2023, aient pesé sur le chèque perçu par Sergio Ermotti. Le montant total a stagné en 2025 sur un an alors que la multinationale a enregistré l'année dernière un bond de son bénéfice opérationnel et que le processus d'intégration de Credit Suisse avance plus vite qu'initialement prévu. Et l'établissement de la Paradeplatz prévoit dans son règlement que le bonus peut représenter jusqu'à sept fois la rétribution de base si les objectifs de performance sont atteints. «Le conseil d'administration aurait pu en théorie attribuer davantage à Sergio Ermotti», avait indiqué Vincent Kaufmann *au Temps* lors d'un entretien accordé le mois dernier.

Ethos a également décortiqué le cachet perçu par Stefan Bollinger, le directeur général de Julius Baer, pour 2025: 23,1 millions de francs au total. «Le principal souci cette année tient à l'ampleur du paiement de remplacement. Sur les 14,8 millions de francs reçus à ce titre, seuls 4,6 millions sont soumis à des objectifs de performance liés au cours de l'action. Pour ce qui concerne les 10,2 millions restants, le montant précis différé et soumis à une condition d'emploi continu et à une clause de récupération («clawback») n'est pas divulgué, ce qu'Ethos considère comme problématique au vu du montant très élevé», fait remarquer la fondation. L'ancien cadre de Goldman Sachs a en effet perçu des frais de transfert censés compenser des émolu-

ments qui auraient théoriquement pu être reçus chez l'ancien employeur.

L'augmentation du plafond de la rémunération variable pour les membres de la direction générale de Julius Baer de quatre à six fois le salaire de base est également critiquée par l'institut présent à Genève et Zurich. «Dans le contexte actuel, en particulier après les pertes récentes liées à l'exposition au conglomerat autrichien en faillite de l'ex-millionnaire René Benko, ayant mis en évidence des lacunes dans la gestion des risques, augmenter le potentiel à la hausse de la rémunération variable semble mal aligné avec la nécessité de renforcer une culture du risque prudente.»

## Moins qu'aux Etats-Unis

Giorgio Pradelli, numéro un de la banque EFG, a pour sa part obtenu une rémunération variable équivalent à 3,5 fois son salaire de base de 2 millions. Mais si l'on considère la valeur des actions distribuées trois ans plus tôt dans le cadre du plan de rémunération à long terme et qui sont arrivées à la fin de leur période de performance l'année dernière, alors son bonus total s'élève à 9 millions de francs, soit 4,5 fois son salaire de base, relève Ethos.

Les trois dirigeants suisses figurent ainsi parmi les banquiers les mieux rémunérés d'Europe continentale, mais leurs paiements sont bien en dessous des cachets perçus aux Etats-Unis. Les patrons des 4 plus grands établissements américains ont reçu plus de 40 millions de dollars chacun.

Il faut rappeler que depuis 2014 les bonus sont plafonnés à deux fois le salaire de base au sein de l'Union européenne, une mesure introduite après la crise financière pour réduire les prises de risque excessives. Si cette limite est toujours en vigueur, cela n'a pas empêché UniCredit de rémunérer son directeur général, Andrea Orcel, à hauteur de 17,7 millions d'euros en 2025, avec une variable qui atteint son maximum de deux fois le salaire de base.

Une telle limite n'existe pas en Suisse. Après la chute de Credit Suisse, une motion du conseiller aux Etats Jakob Stark (UDC/TG) réclamait que les rémunérations des patrons de banque ne dépassent pas la fourchette de 3 à 5 millions. Mais en fin de compte, en septembre 2025, le parlement s'était prononcé en faveur d'une solution édulcorée, qui sans fixer de plafond souhaite lier performance des institutions financières et émoluments. ■

# 3x

Selon Ethos, les bonus ne devraient pas dépasser le triple du salaire de base des directeurs généraux.

# 4,8x

En 2025, le directeur général d'UBS, Sergio Ermotti, a reçu un bonus équivalent à 4,8 fois son salaire de base de 2,5 millions de francs en 2025. Et au total il a gagné 14,9 millions.

# Nouveau départ pour les voitures électriques

**AUTOMOBILE** Avec l'explosion des prix du carburant, l'attrait pour la mobilité électrique est renforcé. Aux Etats-Unis, les clients se tournent vers les véhicules d'occasion, tandis qu'en Allemagne le retour des subventions dope le marché

ÉTIENNE MEYER-VACHERAND

Face à des prix à la pompe qui augmentent dans le sillage de la guerre en Iran, la tentation de passer à la voiture électrique pourrait être renforcée. Aux Etats-Unis, les ventes de véhicules électriques d'occasion ont augmenté au premier trimestre de 12% en comparaison annuelle, rapporte le *Financial Times*. Par rapport aux trois derniers mois de 2025, elles sont même en hausse de 17%.

En France, le site spécialisé La Centrale relevait la semaine dernière que les recherches pour des véhicules électriques ont quasiment doublé (+ 91%) depuis le 28 février. Une autre plateforme, Aramis Auto, indique pour sa part que les ventes de véhicules complètement électriques ont aussi été presque multipliées par deux. De 6,5% lors de la semaine du 16 février, elles sont passées à 12,7% la semaine du 9 mars.

Autre grand pays européen de l'automobile, l'Allemagne a vu son marché se redresser au mois de mars, en grande partie grâce à la mobilité électrique. Selon des chiffres publiés hier par l'agence fédérale allemande de l'automobile, 294 000 voitures ont été immatriculées le mois dernier, soit une hausse de 16% par rapport à mars 2025. Et les immatriculations de véhicules électriques sont, elles, en hausse de 66,2%.

## Une offre surabondante et des subventions

Ces derniers mois, l'industrie automobile a peu été habituée aux nouvelles positives. Mais si ces chiffres peuvent s'expliquer en partie par la guerre en Iran et l'envolée des prix du pétrole, ils sont à relativiser.



Aux Etats-Unis, les ventes de véhicules électriques d'occasion ont augmenté de 12% au premier trimestre sur un an. (KENDALL, COMTÉ DE MIAMI-DADE, FLORIDE, 2 AVRIL 2026/REBECCA BLACKWELL/AP PHOTO)

Si les ventes de véhicules électriques d'occasion augmentent aux Etats-Unis, les achats de véhicules électriques neufs avaient, eux, reculé de 28% au troisième trimestre. Un recul qui s'explique en partie par la suppression d'un crédit d'impôt de 7500 dollars, par l'administration Trump fin septembre 2025.

L'intérêt pour les voitures à batterie d'occasion tient, lui, plutôt à l'arrivée sur le marché de nom-

breuses voitures achetées dans les années 2020 dont les contrats de leasing arrivent à terme. Une surabondance de l'offre qui a fait baisser le prix moyen d'un véhicule électrique de 8,5% entre février 2025 et février 2026 selon Cox Automotive, une entreprise spécialisée dans les services automobiles citée par le *Financial Times*. Une tendance qui réduit donc l'écart de prix avec les véhicules thermiques d'occasion.

A l'inverse, en Allemagne, les mesures gouvernementales de soutien à l'achat de voitures électriques neuves ont fait leur retour en début d'année. Depuis le 1er janvier, des subventions allant de 1500 à 6000 euros sont à nouveau proposées pour certains ménages. Fin 2023, Berlin avait mis fin à ses aides pour l'acquisition d'un véhicule électrique, participant à un effondrement des ventes.

Par ailleurs, si les recherches d'annonces pour les véhicules électriques augmentent sur les plateformes spécialisées, celles-ci ne se traduisent pas forcément par un achat. Les freins demeurent les mêmes: les inquiétudes autour de l'autonomie et l'accès à des bornes de recharge. De plus, même si l'écart tend à se réduire, le prix d'achat des voitures électriques reste supérieur à leur équivalent thermique.

Toujours est-il que le rebond des ventes de véhicules à batterie observé en 2025 se poursuit en 2026, y compris en Suisse. Selon les chiffres publiés par Auto-Suisse, l'organisation faitière des importateurs d'automobiles, les nouvelles immatriculations de véhicules purement électriques ont progressé de 6,3% sur les trois premiers mois de l'année en comparaison annuelle. Pour les véhicules hybrides rechargeables, la hausse est de 31,3%.

## L'Allemagne a vu son marché automobile se redresser en mars, en grande partie grâce à la mobilité électrique

«Nous n'observons pas de hausse significative pour la demande de voitures électriques liée à la guerre en Iran, souligne cependant Thomas Rücker, directeur d'Auto-Suisse. On peut anticiper un effet à plus long terme. Cela aura une influence sur les décisions futures des consommateurs. Mais un achat automobile est une décision qui se réfléchit, les gens ne vont pas se séparer de leur véhicule à essence sur un coup de tête.»

Reste à voir si les hausses des prix de l'électricité liées à la crise énergétique ne vont pas elles aussi freiner les ventes. ■

# Firmen zitieren Angestellte ins Büro zurück – Verlierer sind oft Eltern

**Homeoffice** Unternehmen schränken die Möglichkeit zunehmend ein oder schaffen sie ganz ab. Der Kurswechsel belastet berufstätige Eltern und könnte sich für Arbeitgeber als Bumerang erweisen.



Homeoffice ist bei Vätern und Müttern beliebt, weil sich Arbeit und Kinderbetreuung ohne Pendeln einfacher koordinieren lassen. Foto: Maskot, Getty Images

## Claudia Gnehm

Alle Angestellten sollen fünf Tage zurück ins Büro. Mit dieser Ansage Anfang 2022 leitete der Chef der US-Investmentbank Goldman Sachs, David Solomon, die Gegenbewegung zum Homeoffice-Trend ein. Damals machten viele Firmen nach Covid das Arbeiten von zu Hause aus gerade erst zum Alltag. Anders Solomon: Er sah die flexiblere Art zu arbeiten nicht als neue Normalität. Weil sie dem Teamgeist und der Produktivität schade.

Ernst mit dem «return to the office» machte Goldman Sachs dann ein Jahr später. Nach dem Vorbild der US-Bank beorderten in den letzten zwei Jahren zahlreiche Firmen ihre Mitarbeitenden zurück ins Büro – angeführt von internationalen Konzernen wie Amazon, Dell und Uber.

Die Trendwende erreicht auch Schweizer Unternehmen, nur etwas weniger strikt. Bei der UBS etwa müssen Mitarbeitende seit letztem Frühling mindestens drei Tage pro Woche im Büro arbeiten. Raiffeisen Schweiz halbierte letzten Sommer die Homeoffice-Zeit auf zwei Tage. Stadler Rail beschränkt das Homeoffice im Bereich Engineering auf einen Tag. Die Möbelgruppe XXX-Lutz verlangt von Verwaltungsangestellten volle Büropräsenz.

Gemäss Travailsuisse, dem Dachverband der Arbeitnehmenden, reduzieren Unternehmen vor allem die Zahl der Homeoffice-Tage. Für Betroffene bedeuteten diese Einschränkungen

längere Arbeitswege und weniger Flexibilität bei den Arbeitszeiten, sagt Thomas Bauer, Leiter Wirtschaftspolitik bei Travailsuisse.

Beides sei besonders in Bezug auf die Vereinbarkeit von Beruf und Familie problematisch. Arbeitnehmende mit Homeoffice-Option hätten hier deutlich weniger Schwierigkeiten als jene ohne. Eltern sehen das Homeoffice gemäss einer Umfrage des Verbands Pro Familia als wichtigste Massnahme zur Verbesserung der Vereinbarkeit.

## Fester Bestandteil der modernen Arbeitswelt

Travailsuisse erlebt Homeoffice als sehr emotionales Thema. «Unternehmen, welche die Homeoffice-Regelungen stark verändern, gehen hinsichtlich Zufriedenheit der Angestellten grosse Risiken ein», sagt Bauer.

Kritisch sieht den Trend auch der Kaufmännische Verband Schweiz. Die Rückkehr ins Büro widerspreche den Bedürfnissen von Angestellten in Dienstleistungsberufen. KV Schweiz ist Teil der Allianz «Die Plattform», die Erwerbstätige in Dienstleistungs-, Wissens- und Techberufen vertritt. Rund 90 Prozent der Angestellten in diesen Bereichen arbeiten gemäss einer Umfrage regelmässig im Homeoffice, wie Ursula Häfliger, Politikleiterin beim KV Schweiz, sagt. Besonders jüngere Berufsleute, Beschäftigte mit hohen Pensen sowie Angestellte im unteren und mittleren Kader wünschten sich mehr Homeoffice – meist zwei bis drei Tage pro Woche.

Arbeitgeber begründen die Rückkehr häufig mit fehlendem Teamzusammenhalt oder dem Wunsch nach Einheitlichkeit in allen Firmenbereichen. «Dieser Wunsch nach Einheitlichkeit und Kontrolle steht heute etwas quer in der Landschaft», sagt Häfliger. Gerade jüngere Angestellte hätten wenig Verständnis dafür. Diese Sichtweise berücksichtige weder die Bedürfnisse der Beschäftigten in Zeiten der Digitalisierung noch die Entwicklungen am Arbeitsmarkt.

Für viele Angestellte sei Arbeitsautonomie – zeitlich und örtlich – zentral. Wer gerne mehr Homeoffice hätte, das aber nicht bekomme, sei deutlich unzufriedener. Häfliger betont: «Arbeitsautonomie ist ein einfaches Mittel für den Gesundheitsschutz von Wissensangestellten und kann nicht durch Früchtekörbe im Büro aufgewogen werden.» Die Allianz setze sich deshalb für klare gesetzliche Regelungen ein, um Homeoffice als festen Bestandteil der modernen Arbeits-

**«Arbeitsautonomie kann nicht durch Früchtekörbe im Büro aufgewogen werden.»**

**Ursula Häfliger**  
Politikleiterin beim KV Schweiz

welt zu verankern und gleichzeitig den Gesundheitsschutz zu gewährleisten.

## Für Arbeitgeber ist es eine freiwillige Arbeitsform

«Ein Trend zurück ins Büro ist auch bei unserer Kundschaft klar spürbar», sagt Tobias Oberli, Vizeschäftsleiter der Fachstelle UND, die Unternehmen diverser Branchen und Grössen zur Vereinbarkeit von Beruf und Familie berät. Dabei zeige eine Befragung von knapp 2000 Mitarbeitenden mit Betreuungspflichten, dass die Kundenfirmen bisher nicht so viel Homeoffice anböten, wie nachgefragt werde. Nur 40 Prozent könnten mindestens einen halben Tag von zu Hause aus arbeiten, obwohl 53 Prozent der Eltern sich das wünschten. Viele von ihnen arbeiten unter anderem in handwerklichen Berufen oder in der Pflege.

Daniella Lützeltschwab vom Schweizerischen Arbeitgeberverband bestreitet die Darstellung, dass Arbeitgeber die Vereinbarkeit von Beruf und Betreuung erschwerten. Homeoffice sei kein Ersatz für familienergänzende Betreuung, sondern eine freiwillige Arbeitsform, die je nach Tätigkeit und betrieblichen Bedürfnissen unterschiedlich ausgestaltet werde. Viele Arbeitgeber berücksichtigten familiäre Situationen pragmatisch und suchten individuelle Lösungen.

Die grössten Fans von Homeoffice sind gemäss einer Studie der Hochschule Luzern erwerbstätige Mütter. Sie stehen dem Homeoffice am positivsten

gegenüber – gefolgt von Vätern. Am skeptischsten sind Männer ohne Kinder. Die eingesparte Pendelzeit nutzen Frauen häufiger für Betreuungs- und Hausarbeit, Männer eher für Freizeit.

Homeoffice könne für Eltern – insbesondere Frauen – eine wichtige Entlastung sein, sagt Studienautorin Jana Z'Rotz. Eine Reduktion von Homeoffice-Möglichkeiten dürfte Zeit- und Koordinationsprobleme von Eltern verschärfen, vor allem wenn Betreuung, Schulwege, Haushaltsorganisation und Erwerbsarbeit eng getaktet seien.

## US-Studie: Ungewöhnlich viele Kündigungen

Neue Büropräsenzregeln wirken sich auch auf die Firmen aus – laut Erhebungen vor allem bei der Rekrutierung. Eine Studie der Universität Pittsburgh untersuchte die LinkedIn-Profile von drei Millionen Tech- und Finanzangestellten in den USA, die Vollzeit ins Büro zurückbeordert wurden. In der Folge gab es ungewöhnlich viele Kündigungen – besonders von Frauen, erfahrenen und hoch spezialisierten Fachkräften. Zudem brauchten diese Firmen danach länger, um offene Stellen zu besetzen.

Gemäss den Forschern übernahmen viele der ausgeschiedenen Arbeitskräfte beim nächsten Arbeitgeber eine niedrigere Position. Sie hätten für mehr Flexibilität Einbussen bei der Karriereentwicklung in Kauf genommen. Im Schnitt werde eine Lohneinbusse von 25 Prozent akzeptiert, zeigt eine weitere Erhebung.



L'artisanat est considéré comme une valeur sûre. Or, là aussi, les postes vacants sont en recul. Getty Images

# Même l'artisanat ne résiste plus au ralentissement économique

**Emplois suisses** Les offres dans les métiers manuels ont chuté de plus de 18% en un an. Les droits de douane et la crise géopolitique dessinent un horizon incertain.

**Fabienne Riklin**

Ces dernières années, l'artisanat était présenté comme un rempart contre les crises: marché local stable, métiers à l'abri de l'intelligence artificielle. Menuisiers, serruriers et peintres semblaient protégés.

Un an après l'introduction de nouveaux droits de douane américains, les premières traces d'un ralentissement conjoncturel apparaissent. Selon une évaluation de la plateforme d'emploi Indeed, le nombre d'offres d'emploi publiées dans le secteur est en baisse.

## Évolution négative

«Les professions dans ce domaine ont toutes connu une évolution négative», explique Virginia Sondergeld, économiste chez Indeed. Certes, cette tendance à la baisse avait déjà commencé avant les mesures de politique commerciale des États-Unis, mais les nouvelles conditions-cadres ont encore accéléré le mouvement. «La planification est devenue plus difficile pour les entreprises», poursuit-elle. En conséquence, elles se montrent plus prudentes dans la publication des postes vacants.

C'est dans le secteur professionnel de l'artisanat et de la production que la baisse est la plus marquée, avec celui de la comptabilité. En février, les employeurs ont publié plus de 18% d'annonces d'emploi en moins

par rapport à la même période l'année précédente. «Après le boom post-Covid qui a fait grimper la demande de main-d'œuvre qualifiée, les entreprises revoient maintenant nettement à la baisse leurs objectifs de recrutement», ajoute l'économiste.

**«Après le boom post-Covid qui a fait grimper la demande de main-d'œuvre qualifiée, les entreprises revoient maintenant nettement à la baisse leurs objectifs de recrutement.»**

**Virginia Sondergeld**  
Économiste chez Indeed

L'Union patronale suisse n'est pas alarmée: «De nombreuses entreprises gardent leur personnel», déclare le porte-parole Stefan Heini. Mais face au ralentissement de la conjoncture et à la situation géopolitique incertaine, elles hésitent à mettre de nouveaux postes au concours. «Cela témoigne plutôt d'une réticence conjoncturelle à publier de nou-

velles offres d'emploi que d'une chute structurelle de l'attractivité de ces métiers», indique-t-il.

L'association de la technique du bâtiment est également convaincue que l'artisanat gagnera en importance à long terme et que la demande de main-d'œuvre qualifiée dans les métiers manuels augmentera à nouveau.

## Baromètre de l'économie

«Le nombre d'offres d'emploi est souvent un baromètre fiable de l'état économique suisse», indique Michael Siegenthaler, expert du marché du travail au Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'EPFZ. Après la surchauffe massive de 2023, lorsque les entreprises recherchaient des spécialistes dans presque tous les secteurs et que l'immigration atteignait un niveau record, la tendance s'est inversée. «Depuis un certain temps, nous traversons une phase de ralentissement», constate-t-il.

Même les installateurs électriques (-29%) et les mécaniciens (-14,3%), jusqu'ici très recherchés, voient le marché devenir frileux. «Certes, la croissance démographique continue d'assurer une demande stable dans la construction de logements, mais le secteur du bâtiment subit globalement le contrecoup de la prudence en matière d'investissements», déclare l'expert.

L'industrie est de facto en récession depuis un certain temps,

explique Michael Siegenthaler. Un constat étayé par le recul des effectifs qui traverse désormais l'ensemble des professions de la fabrication et de la production. Le secteur industriel enregistre en outre une progression du chômage. Parmi les causes: la guerre en Ukraine, le conflit douanier et la faiblesse des investissements à l'échelle européenne.

## Prévision peu réjouissantes

«Tout cela a eu pour conséquence que les biens de production suisses sont moins demandés.» L'industrie automobile allemande, en perte de vitesse, achète par exemple moins de pièces détachées. Du côté chinois, la crise immobilière a freiné les achats de montres de luxe suisses.

Dans ce contexte, les prévisions actuelles concernant le marché du travail ne sont guère réjouissantes. Le Secrétaire d'État à l'économie (SECO) et l'institut KOF prévoient tous deux un taux de chômage de 3,2% d'ici à la fin de l'année, soit le même niveau qu'aujourd'hui. «Sans l'escalade au Proche-Orient, les pronostics pencheraient plutôt vers un redressement», conclut Michael Siegenthaler. Mais si le conflit autour de l'Iran se poursuit et que les prix du pétrole restent aussi élevés qu'actuellement, la situation pourrait encore se détériorer.

Traduction: Lily Worsham

# Un élu veut taxer les patrons qui abîment la santé de leurs employés

**Assurance maladie** Le socialiste Christian Dandrès estime que les assurés ne doivent pas assumer seuls les problèmes causés par leurs mauvaises conditions de travail.

Romarc Haddou

Le conseiller national socialiste Christian Dandrès aimerait faire payer les employeurs pour les problèmes de santé de leurs employés. Considérant que «le cadre de travail se péjore sous l'effet de pratiques managériales préjudiciables» et que cela fait grimper les coûts de la santé, l'élu genevois estime que les patrons devraient contribuer financièrement à l'assurance obligatoire des soins. Il vient de déposer une initiative parlementaire en ce sens.

«D'après la dernière Enquête suisse sur la santé, qui date de 2022, 45% des salariés sont confrontés à 3 risques physiques sur 10 et 48% des salariés sont confrontés à 3 risques psychosociaux sur 9, par exemple une très grande intensité de travail, du stress, des discriminations ou encore des violences. Pourtant, les effets délétères de ces conditions de travail dégradées sont supportés d'abord et directement par les salariés et leurs proches, ensuite par la communauté des assurés à la LAMal», déplore Christian Dandrès.

En plus de défendre une participation des employeurs à l'assurance obligatoire des soins, il demande que les entreprises qui réclament un certificat médical supportent les frais liés à l'établissement du document.

«Le thème de la santé au travail mérite une attention particulière, notamment parce que l'absentéisme est en hausse, mais nous nous opposons à cette initiative parlementaire, réagit Marco Taddei, responsable romand de l'Union patronale suisse. Christian Dandrès établit un lien de causalité entre les problèmes de santé et les conditions de travail alors que nous savons que les troubles sont toujours multifactoriels, avec un mix entre des difficultés personnelles et professionnelles.»

Il prend l'exemple du mal de dos. «Est-ce la faute de l'entreprise qui n'a pas mis à disposition des chaises ergonomiques ou est-ce que cela peut venir du vieillissement, de prédispositions génétiques ou d'une mauvaise position en télétravail? Le risque est grand de faire payer les employeurs pour des difficultés ayant une origine extraprofessionnelle.»

## De vrais risques pour la santé

Pour se faire une idée de l'évolution des conditions de travail en Suisse et des éventuelles conséquences sur la santé des employés, reprenons l'Enquête suisse sur la santé, évoquée par Christian Dandrès.

«Les données de cette enquête montrent qu'entre 2012 et 2022, les conditions de travail en Suisse ont surtout évolué sur le



Pour le conseiller national socialiste Christian Dandrès, l'évolution des techniques managériales et l'augmentation de la charge et du temps de travail entraînent des atteintes à la santé. Getty Images

**«C'est un débat presque orwellien où les bourreaux se font passer pour les victimes. [...] Le dommage est du côté des salariés et non du côté des patrons qui le causent.»**

**Christian Dandrès**  
Conseiller national (PS/GE)



Georges Cabrera

Christian Dandrès défend une participation des employeurs à l'assurance obligatoire des soins.

plan qualitatif, constate D<sup>r</sup> Frédéric Regamey, responsable du Secteur santé en entreprise à Unisanté. Les exigences mentales et émotionnelles semblent s'être renforcées, traduisant une certaine intensification du travail. Malgré des ressources psychosociales globalement élevées en comparaison européenne, la perception d'un déséquilibre entre exigences et ressources tend à s'accroître, avec une hausse du stress et un impact plus marqué sur la santé.»

Le spécialiste relève toutefois qu'«en Suisse, 83% des personnes actives se disent satisfaites ou très satisfaites de leur travail. Mais ce ressenti dépend fortement des conditions de travail. Celles et ceux qui cumulent plusieurs risques physiques ou psychosociaux sont globalement moins satisfaits et en moins bonne santé.» Voilà pour le constat général même s'il y a

de grandes variations entre les secteurs d'activité et les entreprises.

Pour Marco Taddei, le système que propose l'élu socialiste «constituerait une nouvelle cotisation alors que les entreprises sont déjà sous pression» et pourrait créer une inégalité entre les entreprises axées sur la main-d'œuvre et celles axées sur le capital. «Le déploiement me paraît de toute façon très difficile. Comment la contribution financière serait-elle calculée? Tout le monde paierait alors que l'absentéisme est très variable d'une structure à l'autre?» À ce stade, Christian Dandrès évoque deux options: une prime par employé ou une cotisation sur la masse salariale.

## Certificat médical de complaisance

D'après le conseiller national, sa proposition vise à recentrer le débat sur les certificats médicaux dits de complaisance. «C'est un débat presque orwellien où les bourreaux se font passer pour les victimes. L'évolution des techniques managériales et l'augmentation de la charge et du temps de travail entraînent des atteintes à la santé. Le dommage est du côté des salariés et non du côté des patrons qui le causent.»

Marco Taddei voit les choses différemment: «Faire payer les certificats médicaux aux employeurs pourrait conduire à une situation absurde où le patron finance le certificat de complaisance de son employé. C'est une dérive qu'il faut éviter à tout

prix.» Selon lui, le modèle actuel fonctionne bien. Le certificat médical apporte une preuve formelle de la maladie et permet de fixer un délai de retour au travail. «Le salarié le paie, mais en contrepartie il reçoit son salaire malgré son absence et il est protégé contre un licenciement», ajoute le représentant de l'Union patronale suisse.

Frédéric Regamey indique que le nombre de cas de maladies professionnelles en Suisse est assez stable depuis une quinzaine d'années, autour de 3000 par an. «Toutefois, ce chiffre ne reflète pas l'ensemble des maladies liées aux conditions de travail, dont une grande partie n'est pas reconnue comme maladie professionnelle au sens de la loi», précise-t-il.

D'après les derniers chiffres de l'Observatoire suisse de la santé, «la durée des absences pour cause de maladie ou d'accident a progressé en Suisse de 2010 à 2024, passant en moyenne de 44,3 à 59,1 heures par année et par place de travail».

Sur l'idée de faire payer les employeurs pour les mauvaises conditions de travail de leurs salariés, Frédéric Regamey commente: «Sans vouloir prendre position politiquement, il convient de souligner que ce texte porte avant tout sur le financement du traitement des problèmes de santé par l'assurance maladie. Or, il est tout aussi essentiel d'agir en amont, en renforçant la prévention des atteintes à la santé. Unisanté s'engage pleinement dans cette approche.»

# L'accueil préscolaire gagne plus de 150 places de crèche

**Petite enfance** En 2025, près de 3600 professionnels travaillent dans l'accueil préscolaire dans le canton, qui prend en charge plus de 12'000 enfants.

Le canton de Genève a poursuivi en 2025 le développement de son accueil préscolaire, principalement dans les crèches. Selon le dernier relevé statistique réalisé par l'Observatoire cantonal de la petite enfance (OCPE/SRED), 12'411 enfants ont été accueillis cette année dans une structure du canton, dont 9514 en crèches et 2897 en jardins d'enfants.

La tendance observée depuis plusieurs années se confirme. Genève compte désormais 134 crèches, qui accueillent à elles seules 9514 enfants. Sur dix ans, entre 2015 et 2025, ce mode d'accueil a connu une nette progression: 39 nouveaux établissements ont été ouverts et le nombre de places est passé

de 5951 à 8413, soit une hausse de 41%. Rien qu'entre 2024 et 2025, plus de 150 places supplémentaires ont été créées.

Cette évolution se mesure également en proportion de la population concernée. En 2025, l'offre en crèche représentait 41 places pour 100 enfants d'âge préscolaire, contre 29 en 2015. Autre signe de cette croissance: la quasi-totalité des communes genevoises disposent désormais de places d'accueil en crèche.

À l'inverse, les jardins d'enfants affichent une grande stabilité. En 2025, 94 structures sont recensées dans le canton. Elles totalisent 2021 places et accueillent 2897 enfants. Ces chiffres sont restés globalement inchangés au cours de la dernière décennie.



En 2025, 12'411 enfants ont été accueillis dans une structure du canton, (image prétexte). Getty Images

L'OCPE souligne aussi le rôle déterminant des communes dans le financement du dispositif. Au-delà de la participation des parents, elles prennent en charge 88% des places offertes dans les crèches et 78% de celles des jardins d'enfants.

L'accueil préscolaire repose également sur un encadrement important. Près de 3600 personnes travaillent dans ces structures. Les éducatrices et éducateurs de l'enfance représentent 60% des effectifs, devant les assistantes et assistants socio-éducatifs (32%). Les auxiliaires comptent pour 5% et les aides pour 3%.

Le profil du personnel varie toutefois selon les structures. Dans les crèches, les équipes

sont plus jeunes: plus de 60% des éducateurs ont moins de 40 ans, tout comme les deux tiers des assistants socio-éducatifs. Dans les jardins d'enfants, les professionnels sont plus âgés: près de 80% des éducateurs et près de 60% des assistants socio-éducatifs ont 40 ans ou plus.

En parallèle, 680 enfants sont pris en charge par des accueillantes familiales de jour, via une crèche familiale, une structure de coordination ou une association. Ce chiffre, lui aussi, reste stable depuis plusieurs années. La grande majorité de ces accueillantes familiales de jour ont plus de 40 ans.

**Aymeric Dejardin-Verkinder**

# POLITIQUE

## Suisse-UE: un marathon inédit attend le Parlement

Jonas Follonier

**ANALYSE** Un seul objet, mais neuf projets. Ces derniers jours, différentes commissions parlementaires ont entamé leur examen du message du Conseil fédéral relatif au paquet de «stabilisation et développement des relations» entre la Suisse et l'Union européenne (UE), selon sa dénomination officielle. Ce paquet, que l'exécutif a transmis le 13 mars aux Chambres, comprend les quatre accords proprement dits, les adaptations nécessaires du droit national et quatre crédits d'engagement. De quoi donner lieu à un marathon inédit pour le Parlement.

L'un de ces traités consiste en un règlement institutionnel des rapports entre Berne et Bruxelles, les autres en de nouveaux accords sur l'électricité, la santé et la sécurité alimentaire. Ces derniers ne peuvent entrer en vigueur que si le volet de «stabilisation» entre lui aussi en force. Celui-là, en revanche, peut entrer en vigueur sans que les autres aient été adoptés.

Les sénateurs s'empareront en priorité du dossier en septembre. Les débats se poursuivront au National, potentiellement jusqu'en 2028. A Bruxelles, le tempo est tout autre. Mercredi dernier, le président de la Commission du commerce international du Parlement européen, Bernd



**Transparence.** Le 27 mars, la commission des institutions politiques de la Chambre haute a décidé de tenir en public son audition de cinq spécialistes de la double majorité.

Lange, menait une délégation d'élus en visite à Berne. A cette occasion, il a déclaré que l'UE comptait ratifier les traités cette année.

### Plusieurs commissions

En Suisse, la responsabilité principale de l'examen préalable revient aux commissions de politique extérieure. D'autres commissions – dont six des neuf commissions thématiques, ce qui est rare – sont également associées aux délibérations. En outre, cinq des sept départements fédéraux composent les autorités compétentes pour ce dossier. Tous les membres de l'exécutif sauf Karin Keller-Sutter, en

charge des Finances, et Martin Pfister, en charge de la Défense, interviendront ainsi en commission et en plénum. La première est connue pour son scepticisme envers le paquet, le second pour son enthousiasme. Parmi les conseillers fédéraux qui seront entendus, deux appartiennent à l'UDC, le seul parti opposé aux textes; les trois autres ministres sont issus de formations qui y sont favorables.

Le traitement du paquet doit être achevé selon la procédure ordinaire – avec des allers-retours entre le Conseil des Etats et le National – d'ici à la fin de la législature en cours, en octobre 2027. Il ne pourra por-

ter sur les accords eux-mêmes, mais sur leur mise en œuvre nationale, ce qui inclut les mesures d'accompagnement. Le peuple aura ensuite le dernier mot. Tandis que les partisans des accords plaident pour que cette votation ait lieu avant le renouvellement du Parlement, il est plus probable que les citoyens se prononcent en 2028. Aucun scrutin fédéral n'est prévu pour décembre 2027, car il s'agit d'une année d'élections.

### Audition publique

Outre les accords eux-mêmes, il faudra aussi s'entendre sur un autre sujet, le mode de scrutin. Le 27 mars, par souci de

transparence, la commission des institutions politiques de la Chambre haute a décidé de tenir en public son audition de cinq spécialistes de la question de la double majorité pour des référendums – une pratique «inhabituelle», comme l'a souligné le conseiller aux Etats Pascal Broulis (PLR/VD) durant l'événement. Et pour cause, les autres auditions, au même titre que les délibérations des commissions, se tiendront à huis clos, comme celles déjà menées par la commission de l'économie le 24 mars, notamment à propos de la protection des salaires.

La question de savoir si la majorité des cantons doit être requise pour une adoption du paquet dans les urnes est cruciale: une double majorité rendrait plus difficile une approbation des textes. Le sujet est également complexe, comme l'a relevé la commission des institutions politiques pour justifier son choix de rendre son audition publique. Le Conseil fédéral a déjà déclaré qu'il était opposé à la double majorité, mais le Parlement ne sera pas obligé de le suivre. Cette étape du marathon sera cependant conclue par le peuple, appelé à se prononcer sur l'initiative «boussole», qui demande de soumettre le dossier européen à la double majorité. Pour être adoptée, cette proposition devra elle-même passer la rampe de la majorité des cantons. Cette votation est attendue dès 2028. ■

# Ecole inclusive: Genève imitera-t-il le Tessin?

**ENSEIGNEMENT** La gauche, le MCG et des associations ont déposé hier une initiative visant à scolariser les enfants avec des besoins particuliers dans les établissements ordinaires. Le peuple devrait voter

LORÈNE MESOT

Qu'il était grand, le sourire d'Eric Vallélian hier matin devant le Service des votations. L'homme aux lunettes teintées, membre du bureau de la Fégaph (la Fédération genevoise d'associations de personnes handicapées et de leurs proches), tenait sur ses genoux un carton, comme un trésor. A l'intérieur, pas de pièces d'or, mais des signatures: le dernier lot des 5126 paraphes en faveur de l'initiative «Tous ensemble à l'école!» Le texte a été déposé ce matin par des élus de gauche, du MCG et des représentants des milieux du handicap. «C'est la première fois en Suisse qu'une initiative sur l'école inclusive aboutit», s'est réjoui le vice-président de la Fégaph, Olivier Dufour, devant la presse, conviée aux Acacias pour l'occasion.

Cette initiative, qui est aussi soutenue par les associations de parents d'élèves, demande que le canton mette en place un modèle calqué sur celui du Tessin. Le texte ancre le principe selon lequel les élèves en situation de handicap doivent fréquenter les écoles dites «régulières» de leur quartier. La scolarisation dans une structure spécialisée distincte resterait possible, mais uniquement en cas de besoins très spécifiques.

Concrètement, les élèves neuroatypiques seraient accueillis à l'école ordinaire soit au sein d'une classe inclusive (quatre enfants au maximum avec des besoins spécifiques), soit au sein d'une classe spécialisée (dotée de maximum 12 élèves). Actuellement, ces mêmes élèves sont répartis entre des classes intégrées appelées «CLI» (qui dépendent de l'enseignement spécialisé mais sont physiquement installées au sein des établissements ordinaires) et, pour les cas plus lourds, dans des classes spécialisées dans des structures séparées.

## Plus de professionnels dans les classes

Point de contentieux avec la droite, le texte fixe les taux d'encadrement nécessaires, avec notamment un ratio d'un professionnel de la pédagogie spécialisée pour trois élèves dans les classes spécialisées. L'assurance, pour les initiateurs, d'offrir à leur proposition les moyens de leur ambition.

## Le modèle tessinois n'a jamais été remis en question depuis son instauration

Mise en œuvre, l'initiative reviendrait à généraliser et renforcer la co-intervention. Ce dispositif, mis en place par la cheffe du DIP, Anne Hiltbold, depuis la rentrée 2024, est actuellement uniquement déployé chez les tout-petits et à temps partiel. «Nous ne sommes pas en train de parler de quelque chose dont on guérit. Les besoins sont toujours là quand l'enfant grandit et à plein temps», fait valoir le député socialiste et secrétaire général de la Fégaph, Cyril Mizrahi.

Le socialiste lorgne depuis plusieurs années sur le Tessin. Dans le canton italo-phonique, «les associations de parents et proches de per-

sonnes handicapées ont incité le Conseil d'Etat à ne pas investir dans la construction d'écoles spécialisées séparées, mais dans les écoles préexistantes dès les années 1970», explique Fanny Merker. Cette enseignante de l'Ecole cantonale de commerce de Bellinzona et mère d'un jeune adolescent en situation de handicap était également présente hier matin.

## «Etre scolarisé dans son quartier est la seule manière de cultiver une société plus inclusive»

FANNY MERKER, ENSEIGNANTE

Le modèle tessinois n'a jamais été remis en question depuis son instauration en raison des bénéfices observés chez l'ensemble des élèves et pas seulement ceux en situation de handicap, insiste-t-elle. «Etre scolarisé dans l'école de son quartier signifie avoir la chance de croiser ses voisins, les enfants de ses voisins et les commerçants tous les jours. C'est la seule manière de cultiver une société plus inclusive et un gain dans la qualité de vie de l'enfant et de la famille.»

## Sept nouvelles écoles «en otage»?

En janvier 2023, quelques mois avant le départ d'Anne Emery-Toracinta du DIP, les socialistes avaient déposé un projet de loi similaire à l'initiative. Le texte a échoué à obtenir une majorité au parlement, par 50 voix contre 45, en décembre dernier. Las, ses partisans sont revenus hier, forts d'un soutien populaire qu'ils espèrent convertir dans les urnes. (Ni le Conseil d'Etat ni le Grand Conseil ne devraient en effet revenir sur leur position.)

La bataille sera serrée. L'initiative prévoit un délai de dix ans pour planifier la transition. Entretemps, aucune place supplémentaire en école séparée ne pourra être créée. Or, l'été dernier, le DIP a obtenu un crédit de 42,5 millions de francs pour construire sept nouvelles écoles de pédagogie spécialisée à Vernier, à Onex et au Grand-Saconnex. Ces structures devraient permettre de prendre en charge entre 100 et 125 élèves supplémentaires dès la rentrée 2029.

Un impératif pour la conseillère d'Etat Anne Hiltbold, qui s'inquiète depuis des mois de l'augmentation des effectifs dans le spécialisé. Une terrible erreur, rétorquent les initiateurs, qui arguent que l'intégration des élèves à besoins spécifiques en classe régulière est ancrée dans la Convention de l'ONU sur les droits des personnes handicapées et qu'elle revient in fine moins cher. Pas de quoi convaincre, et de loin, le député libéral-radical Alexandre de Senarclens, lequel évoque «une forme de chantage qui se fait au détriment des enfants et de leur famille».

«Aujourd'hui, Genève est sous-doté en places pour les élèves à besoins spécifiques et les infrastructures existantes ne sont pas adaptées, expose-t-il. Je ne nie pas les bénéfices de l'école inclusive, mais ce n'est pas adapté à toutes les situations.» La localisation des nouveaux bâtiments rapprochera les élèves concernés de leur domicile, faisait aussi valoir le DIP fin 2024, rappelant que «la rive droite est le secteur duquel proviennent une grande partie des effectifs». ■